

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

n° 640

semaine du
4 au 10
février 2021

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Informations Ouvrières n° 640

5 042

Jeunesse sacrifiée

Écoles, hôpitaux disloqués

Le gouvernement est responsable du désastre

pages 2, 4 et 6

La colère de la jeunesse qui étouffe, qui n'en peut plus

page 5

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Liban: les révoltes de Tripoli

page 12

Abonnés pages 1

Assemblée d'Action Ouvrière page 1



Correspondant

À Rouen le 30 janvier.

Un rejet grandissant de l'état d'urgence

Page 2

Au lendemain des annonces de Castex, Macron tweete : « *Les heures que nous vivons sont cruciales. Faisons tout pour freiner l'épidémie ensemble.* » Encore et toujours, le même refrain hypocrite, insupportable visant à culpabiliser la population qui serait responsable de la crise sanitaire, qui doit faire des efforts, se discipliner, se responsabiliser... Depuis le début de l'épidémie, toutes les mesures de l'état d'urgence, du couvre-feu au confinement, sont justifiées par le gouvernement au nom de l'argument suivant : « *il faut éviter la saturation des hôpitaux* ».

Et pendant ce temps, Macron et son gouvernement qui se prétendent « *en guerre* » contre l'épidémie, poursuivent les fermetures de

lits, dérèglement l'hôpital et confirment même la fermeture de certains hôpitaux. Répétons ce fait vérifiable par tous : il y a aujourd'hui moins de lits dans les hôpitaux qu'au mois de mars 2020.

AUCUNE MESURE DE L'ÉTAT D'URGENCE « SANITAIRE » N'A QUOI QUE CE SOIT À VOIR AVEC LA PROTECTION DE LA POPULATION

Les faits sont là, aucune des mesures de l'état d'urgence « sanitaire » n'a quoi que ce soit à voir avec la protection de la population. Ce n'est pas le virus qui est responsable de la crise et de l'avalanche des mesures catastrophiques que subit la population, c'est ce gouvernement qui, au service du capital financier, entend poursuivre sa politique destructrice.

Retrait de la loi sécurité globale

« C'est le 10^e événement, et les gens ne lâchent pas »

(un militant d'Amnesty International de Strasbourg)

Page 7

Samedi 30 janvier, près de soixante rassemblements et manifestations ont été organisés partout en France pour le retrait de la loi sécurité globale, pour le retrait des décrets « fichage », pour l'arrêt des violences policières, drainant à nouveau des dizaines de milliers de manifestants, comme l'a annoncé la coordination nationale #StopLoi SécuritéGlobale.

Cri de colère page 4

du Dr Sheryn Bouzaouid, cardiologue, membre du Collectif inter-hôpitaux

Propos recueillis à l'occasion d'un rassemblement devant l'hôpital Robert-Debré (Paris, 19^e), le 21 janvier dernier.

« **O**n est là, car on continue quand même à se battre pour une meilleure prise en charge des patients, bien qu'on soit fatigués, bien que le personnel continue à partir à cause des mauvaises conditions de travail. Les 183 euros, cela ne suffira pas à sauver l'hôpital public ! On apprend que deux milliards d'économies sont inscrites dans le budget de la santé, c'est indécent !

« LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE NOUS MENTIR, DE VOUS MENTIR. »

Le gouvernement continue de nous mentir, de vous mentir. Il prétend qu'il y a plus de lits qu'avant l'épidémie. Alors que trois cents fermetures de lits sont prévues dans les hôpitaux de Paris ! À Lariboisière, c'est 20 %, et partout c'est la même chose, on poursuit le « passage à l'ambulatoire », alors qu'on a besoin de lits d'hospitalisation complète, avec tout le personnel nécessaire. C'est de la maltraitance institutionnelle !

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent et on donne des budgets indécents à des cabinets de « consulting » ! On fait appel à IVMH pour être les mécènes de certains projets !

Les grands hôpitaux parisiens font appel aux dons ! M. le Président enlève les crédits au service public et M^{me} la Première Dame collecte des pièces jaunes auprès du public !

Des crises, il peut sortir le meilleur, comme la Sécurité sociale après la guerre, mais aussi le pire.

C'est ce qu'on craint aujourd'hui.

Il faut qu'on continue à se mobiliser ! Car ils continuent eux à tuer nos services publics et à tuer notre démocratie ! La crise, ce n'est pas une raison de tuer la démocratie ! Il faut continuer à demander des droits et à préserver ceux qui ont été conquis par les luttes. Je ne voudrais pas répondre à mon fils que je n'ai rien fait pour les défendre ! Merci à vous les habitants qui nous soutenez ! »



■ UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE
Appel de l'AG à la tenue de cours en présentiel

■ LOIRE-ATLANTIQUE
Pour l'ouverture à temps plein de l'université de Nantes

Communiqué de l'union départementale FO 44.

Comité de liaison des
**JEUNES POUR LA
REVOLUTION**

**Nous voulons étudier,
travailler, sortir !
Nous refusons d'être sacrifiés !
Nous voulons vivre !**

**APPEL À UNE
RENCONTRE DE JEUNES
SAMEDI 13 FÉVRIER À PARIS !**

■ BOUCHES-DU-RHÔNE
**« Mettons un terme
à la fermeture des universités »**
Appel des étudiantes et des étudiants
d'Aix-Marseille Université :
réouverture immédiate de l'université.

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE



Rassemblement sur la place al-Nour,
l'un des lieux phares des manifestations monstres
qu'avait connues le pays à l'automne 2019.

Page 12

INDE

« Nous lutterons, nous vaincrons ! »

La révolte paysanne ne faiblit pas, elle s'étend
au contraire de plus en plus à de larges
couches de la société.

Page 13



JE M'ABONNE À

**INFORMATIONS
OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.